NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DISSEMINATION SECTION DES CONFÉRENCES
COPIE
A RENDRE AU E/5107

Distr.
GENERALE
E/CN.4/1985/37*
6 février 1985
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante et unième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Lettre datée du 22 janvier 1985, adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par le représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint pour votre information le document en français suivant :

"Communiqué de la dixième Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam, tenue les 17 et 18 janvier 1985 à Hô Chi Minh-Ville.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme au titre du point 9 de l'ordre du jour.

Ambassadeur
Représentant permanent
(signé) NGUYEN THUONG

* Retirage pour des raisons techniques

GE.85-10581

Annexe

COMMUNIQUE
DE LA DIXIEME CONFERENCE DES MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES DU LAOS,
DU KAMPUCHEA ET DU VIET NAM
(17 - 18 janvier 1985)

La dixième Conférence des ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam s'est tenue à Hô Chi Minh-Ville, les 17 et 18 janvier 1985.

1. La Conférence est unanime à considérer que l'année 1984 a marqué un nouveau développement des forces de paix, d'indépendance nationale et de progrès social dans leur lutte acharnée contre l'impérialisme, le colonialisme et la réaction internationale. En Asie du Sud-Est, sont survenus d'importants changements favorables à la lutte menée par les peuples lao, kampuchéen et vietnamien pour la défense et l'édification de leurs patries respectives.

Forts du soutien ferme et effectif de l'Union soviétique, de la communauté socialiste, des pays non alignés et des pays amis, le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam continuent à s'avancer à pas fermes. Les remarquables réalisations enregistrées par la République populaire du Kampuchea dans les domaines économique, militaire, politique et diplomatique confirment l'irréversibilité de la situation au Kampuchea tandis que toutes les menées des forces impérialistes, expansionnistes et réactionnaires au cours des 6 dernières années en vue de réimposer la criminelle clique de Pol Pot au Kampuchea se sont soldées par de lourds échecs. Une réalité indéniable est que les 7 millions de Kampuchéens unis sous la direction du Parti et du Gouvernement de la République populaire du Kampuchea et animés par la force de leur miraculeuse renaissance sont véritablement les maîtres de leur destinée. Le soi-disant gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique n'est que l'ombre sinistre de la criminelle clique de Pol Pot en exil dans les sanctuaires sis en territoire thaïlandais, entretenue et incitée par l'étranger à s'opposer à sa propre patrie. On assiste à un courant d'une vigueur sans précédent exigeant l'élimination de Pol Pot et de sa clique pour défendre le droit à l'autodétermination du peuple kampuchéen. La réalité est que seuls les milieux dirigeants chinois et les réactionnaires dans les cercles dirigeants thaïlandais maintiennent délibérément la criminelle clique de Pol Pot pour s'opposer à la renaissance du peuple kampuchéen et servir leurs intérêts égoïstes.

2. La Conférence a passé en revue les activités diplomatiques menées au cours de l'année dernière par la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam pour matérialiser la politique étrangère de paix, d'amitié et de coopération des trois pays. La Conférence est heureuse de constater que la juste position et la bonne volonté des trois pays indochinois à l'égard de la cause de la paix et de l'indépendance nationale en Asie du Sud-Est et dans le monde jouissent de la considération croissante et du soutien de plus en plus ferme des peuples du monde.

La Conférence apprécie hautement les diverses activités diplomatiques de la République populaire du Kampuchea, en particulier les visites effectuées par son Ministre des affaires étrangères dans plusieurs pays africains et les larges contacts

qu'il a eus en Suède et en France. Elle évalue positivement les résultats des rencontres au cours de l'année dernière des ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao et de la République socialiste du Viet Nam avec leurs homologues de plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est. Ces rencontres indiquent que malgré certains désaccords, la plupart des pays de cette région réalisent de plus en plus clairement qu'un dialogue sur la base du principe d'égalité et de respect mutuel des intérêts légitimes de chacun est nécessaire pour développer les relations bilatérales d'amitié et de coopération et pour créer des conditions favorables permettant de régler les désaccords au sein de la région sans ingérence extérieure.

La Conférence constate que plusieurs pays de l'ANASE sont d'avis que la question kampuchéenne n'est pas un problème entre les Etats de l'ANASE et ceux de l'Indochine. Ce point de vue judicieux contribue à promouvoir les relations bilatérales entre les pays de l'Indochine et les autres nations de l'Asie du Sud-Est et à bannir les obstacles artificiels à l'établissement d'une zone de paix et de stabilité dans le Sud-Est asiatique. Elle accueille favorablement l'intention d'un certain nombre de pays de la région de développer des rapports bilatéraux avec le Viet Nam et le Laos. Elle considère la visite effectuée au Viet Nam au début de 1984 par le commandant en chef des forces armées de l'Indonésie, le général L.B. Murdani, les séminaires organisés entre chercheurs indonésiens et vietnamiens et l'éventuelle visite de dirigeants indonésiens au Viet Nam comme des efforts bénéfiques non seulement aux relations bilatérales d'amitié et de coopération Viet Nam-Indonésie mais encore à l'oeuvre de consolidation de la paix en Asie et de la solidarité entre pays non alignés. La Conférence salue tout effort déployé par un quelconque pays du Sud-Est asiatique et du monde qui est animé par le sincère désir d'aider à régler les désaccords existant entre les pays de l'Indochine avec un autre pays au sein ou à l'extérieur de la région. La Conférence approuve la proposition avancée par la Malaisie de faire du Sud-Est asiatique une zone dénucléarisée et de mettre en oeuvre le concept ZOPFAN en attendant une solution au "problème kampuchéen". Les trois pays de l'Indochine se déclarent prêts à coopérer avec les autres pays du Sud-Est asiatique pour matérialiser cette importante initiative.

3. La Conférence dénonce les menées poursuivies au cours des 6 dernières années par les milieux dirigeants de Beijing en collusion avec les impérialistes américains et les réactionnaires parmi les autorités thaïlandaises visant à affaiblir les pays de l'Indochine par une guerre de sabotage multiforme, à provoquer la confrontation entre pays du Sud-Est asiatique et à saper la paix et la stabilité dans cette région. A présent comme par le passé, tout en étant fermement résolus à lutter pour la défense de leurs patries respectives, les trois pays de l'Indochine attachent toujours une grande valeur à leur amitié de longue date avec le peuple chinois et désirent rétablir celle-ci sans tarder. D'éventuels rapports d'amitié et de coopération entre le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam d'une part et la République populaire de Chine de l'autre, constitueront un facteur extrêmement important pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Ce qui importe c'est que les deux parties témoignent de bonne volonté. Partant de cet esprit, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea soutiennent entièrement les efforts déployés par la République socialiste du Viet Nam destinés à rétablir la paix dans les régions frontalières entre la Chine et le Viet Nam et à reprendre les négociations pour normaliser leurs relations.

4. La tension actuelle dans les zones frontalières entre la Thaïlande d'une part, et le Laos et le Kampuchea de l'autre, découle de la politique expansionniste thaïlandaise poursuivie depuis toujours par les milieux dirigeants réactionnaires

de Thaïlande à l'égard des pays de l'Indochine. Une telle situation va à l'encontre des intérêts de ces pays ainsi que de ceux des autres pays du Sud-Est asiatique et n'est profitable que pour les seules forces hégémonistes de l'extérieur qui cherchent à provoquer la confrontation entre pays de la région. Les trois pays de l'Indochine réaffirment, une fois de plus, leur bonne volonté et se déclarent prêts à faire tout leur possible pour établir des rapports de bon voisinage avec la Thaïlande, transformer les frontières kampuchéo-thaïlandaise et lao-thaïlandaise en frontières de paix et d'amitié et résoudre par voie de négociation les problèmes de leurs rapports avec la Thaïlande. Dans cet esprit, la Conférence apprécie hautement la détermination de la République démocratique populaire lao de défendre sa souveraineté sur la région des trois villages lao de la province de Sayabouri illégalement occupés par la Thaïlande. La République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam soutiennent sans réserve la juste position et la bonne volonté de la République démocratique populaire lao, et exigent résolument que la Thaïlande retire immédiatement ses troupes, restitue la population lao emmenée de force en Thaïlande et indemnise les pertes causées par ses troupes à la population lao, ce afin de normaliser les relations entre ces deux pays.

La Conférence accueille favorablement tout effort en vue d'établir une zone de paix et de sécurité de part et d'autre de la frontière kampuchéo-thaïlandaise placée sous une forme de garantie et de supervision internationales et de mettre fin à l'utilisation des "camps de réfugiés" comme bases d'opérations militaires pour les réactionnaires dans leurs activités contre le peuple kampuchéen. La République démocratique populaire lao et la République socialiste du Viet Nam apportent leur soutien total aux initiatives de la République populaire du Kampuchea sur des mesures d'urgence à prendre pour assurer la paix et la sécurité dans les zones frontalières avec la Thaïlande et sur le rapatriement des réfugiés kampuchéens en Thaïlande sur la base des principes convenus entre les deux parties.

5. La Conférence a passé en revue les relations du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea avec les Etats-Unis après la guerre d'agression américaine et souligne clairement que l'absence actuelle de relations normales avec ceux-ci provient de la politique hostile menée par les administrations américaines successives contre les pays de l'Indochine. Toutefois, ces derniers préconisent invariablement de regarder vers l'avenir. La normalisation de ces relations répond aux intérêts de toutes les parties concernées et à ceux de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Les Etats-Unis se doivent d'apporter leur contribution à une paix et à une stabilité durables en Asie du Sud-Est. La Conférence se félicite de l'élargissement des contacts entre différentes couches de la population et les milieux politiques des Etats-Unis avec les trois pays de l'Indochine. Elle souligne le caractère positif des récentes visites effectuées par les délégations de parlementaires américains au Laos, au Kampuchea et au Viet Nam qui renforcent la compréhension mutuelle et contribuent à promouvoir le règlement des questions intéressant d'une part, les Etats-Unis et de l'autre, chacun des trois pays de l'Indochine.

6. Inspirés par l'ardent désir de voir s'établir, le plus tôt possible, la paix et la stabilité dans la région, les trois pays de l'Indochine réaffirment encore une fois qu'ils sont disposés à entamer des négociations avec les parties intéressées afin de parvenir le plus tôt possible à une solution comprenant à la fois : le retrait des volontaires vietnamiens hors du Kampuchea allant de pair avec la liquidation de la criminelle clique de Pol Pot, le respect du droit du peuple kampuchéen à l'auto-détermination, avant tout son droit à rebâtir une vie libre de la menace du génocide, l'organisation par le peuple kampuchéen d'élections générales libres en présence

d'observateurs étrangers, l'établissement d'un Sud-Est asiatique de paix et de stabilité où coexistent des pays à régimes sociaux différents ne permettant à quiconque d'utiliser leurs territoires nationaux respectifs contre d'autres pays, le respect des droits nationaux des Etats du Sud-Est asiatique par les pays de l'extérieur, l'établissement d'une forme de garantie et de supervision internationales de l'exécution des accords.

Les trois pays de l'Indochine rappellent leur proposition de convoquer une conférence internationale pour discuter de toutes les questions relatives à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est, à laquelle participeront tous les pays de la région et ceux de l'extérieur qui sont directement concernés ou qui ont déjà contribué à la paix et à la stabilité dans cette région.

Les trois pays de l'Indochine considèrent que le plus souhaitable est d'atteindre une solution négociée. En même temps, ils affirment leur détermination de poursuivre leur lutte pour la défense et l'édification de leurs pays respectifs. En ce qui concerne particulièrement la République populaire du Kampuchea, parallèlement à son essor et à son renforcement, des retraits partiels de volontaires de l'Armée vietnamienne ont été effectués au cours des trois dernières années, et il en sera de même cette année et les années à venir. Dans cette perspective, la Conférence nourrit la ferme conviction qu'en l'espace de 5 à 10 années, le soi-disant problème kampuchéen se sera de lui-même résolu malgré l'absence d'une solution négociée.

La République démocratique populaire lao et la République socialiste du Vietnam apprécient hautement la politique d'union nationale de la République populaire du Kampuchea exprimée dans la Déclaration en date du 18 septembre 1982 du Ministre des affaires étrangères Hun Sen et dans la Résolution adoptée au mois d'août 1984 par l'Assemblée nationale de la République populaire du Kampuchea. Cette politique d'union nationale est chaleureusement saluée par une large opinion publique.

Les trois pays de l'Indochine n'ont épargné aucun effort pour la cause de la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde. Dans cet esprit, la Conférence apprécie hautement et soutient pleinement les importantes initiatives de paix de la Communauté socialiste, en particulier la position de l'Union soviétique au cours des actuels pourparlers soviéto-américains, en vue d'arrêter la course aux armements nucléaires, de réduire la tension internationale et de consolider la paix et la sécurité des nations. Elle attache une grande importance au quarantième anniversaire de la victoire sur le fascisme que les peuples du monde commémoreront avec éclat. Pour les trois peuples de l'Indochine l'année 1985 est également celle de plusieurs grandes célébrations, le quarantième anniversaire de la victoire de la Révolution des trois pays et le dixième anniversaire de leur victoire sur la guerre d'agression de l'impérialisme américain. Ces événements importants marquent une manifestation vivante des liens unissant la destinée des trois peuples de l'Indochine à celle des autres nations du monde. L'histoire des quarante années passées démontre que malgré les nombreux difficultés et obstacles qui demeurent, rien ne saurait entraver les peuples du monde, dont ceux de l'Indochine, dans la mise en oeuvre de leurs nobles objectifs à savoir la paix, l'indépendance, l'amitié et la coopération.

Le 18 janvier 1985